

## SEUL LE TEXTE LU FAIT FOI

### **Déclaration de Mme Niemat Ahmadi Débat ouvert du Conseil de sécurité de l'ONU sur les violences sexuelles liées aux conflits Le 23 avril 2024**

Monsieur le Président, Excellences, cher(e)s collègues de la société civile,

Je vous remercie de m'accorder l'opportunité de m'adresser au Conseil de sécurité aujourd'hui sur le sujet des violences sexuelles liées au conflit. Je m'appelle Niemat Ahmadi, je suis la présidente et la fondatrice du *Darfur Women Action Group*. En tant que survivante du génocide du Darfour, j'ai fondé cette organisation en 2009 afin de renforcer les capacités des survivantes, au Soudan et au sein de la diaspora, et pour éviter de nouvelles atrocités.

Aujourd'hui, je souhaiterais rendre hommage à la résilience des femmes soudanaises — leurs récits de souffrances indicibles ne sont surpassés que par ceux de leur courage et de leur détermination.

Cela fait plus d'un an que le Soudan est plongé dans une violence extrême. Tandis que les Forces de soutien rapide (FSR) continuent d'occuper et de saccager les maisons des civils et se servent de la violence sexuelle, y compris le viol et l'esclavage sexuel, comme outil de guerre,<sup>1</sup> les Forces armées soudanaises (FAS) lancent des tirs d'artillerie lourde, des frappes aériennes et des attaques indiscriminées ciblant principalement des maisons civiles, des marchés, des ponts, des services publics essentiels, et des routes d'évacuation sans aucun respect pour la vie humaine.<sup>2</sup> Le cycle de violence au Soudan démontre un non-respect total du droit international et pourrait être qualifié de crime de guerre, de crime contre l'humanité et de génocide.<sup>3</sup>

Le conflit a jusqu'à présent fait entre 10 000 et 15 000 morts rien qu'à El Geneina,<sup>4</sup> engendré plus de 10 millions de déplacés<sup>5</sup> et condamné 18 millions de personnes—soit plus d'un tiers de la population du Soudan<sup>6</sup>—à la famine, au point que l'ONU avertit que le Soudan est au bord de la « pire crise de la faim au monde. »<sup>7</sup> Ces statistiques ne sont que la pointe de l'iceberg—le nombre de victimes est malheureusement sous-évalué car la collecte de données est trop dangereuse en période de conflit. Le conflit a ravagé le Darfour, Khartoum et les états du Kordofan. La récente prise de contrôle violente du centre du Soudan et l'assaut sur El Fasher risquent d'avoir de graves conséquences pour les civils et pourrait conduire à des atrocités criminelles de masse.<sup>8</sup>

La guerre a entraîné des conséquences dévastatrices pour les femmes. Des milliers de femmes ont été tuées. Parmi les 25 millions de personnes<sup>9</sup> face à une crise humanitaire catastrophique, les femmes sont particulièrement touchées.<sup>10</sup> Les femmes représentent également jusqu'à 70 % des déplacés internes.<sup>11</sup>

Le viol et d'autres violences basées sur le genre sont des éléments clés de la guerre au Soudan. En janvier, le panel d'experts de l'ONU a fait état de violences sexuelles liées au conflit généralisées et croissantes au Darfour, y compris à travers les enlèvements, les viols et les abus sexuels de femmes et de filles.<sup>12</sup> Le rapport a souligné les violences sexuelles commises par les membres du FSR et les milices alliées ciblant les femmes Masalit sur tous les territoires sous leur contrôle. Ce rapport n'a fait que confirmer les récits accablants de violences sexuelles<sup>13</sup> envers les femmes des groupes ethniques Masalit, Four et Zaghawa, surtout dans les camps de déplacés, dont nous entendons parler depuis des mois. Certaines femmes ont entendu leurs agresseurs dire qu'elles devraient s'estimer heureuses de « donner naissance à un enfant arabe. » Ces atrocités, auxquelles s'ajoutent des événements comme le massacre récent à Ardamata dans le Darfour occidental,<sup>14</sup> exposent clairement une persécution ciblée du peuple Masalit et d'autres groupes ethniques africains.

Excellences, je suis hanté par les récits accablants de violences sexuelles auxquels je suis confrontée quotidiennement. Un témoignage qui m'a particulièrement choquée était celui de Noura<sup>15</sup> qui, à seulement 12

ans, a subi un viol collectif, la laissant dans un état critique. Afin de survivre, sa famille a dû prendre une décision impossible : procurer des soins pour elle, ou bien nourrir ses jeunes frères et sœurs. En l'apprenant, Noura a levé la tête en larmes, et dit à sa mère qu'elle ne souhaitait plus vivre. Ce sont des choix qu'aucune famille ne devrait avoir à faire et qu'aucun enfant ne devrait subir.

L'histoire de Noura en est une parmi des centaines. Les femmes et les filles ont été violées à de nombreuses reprises, parfois devant leurs pères, leurs maris, leurs fils, dans le but de briser leur volonté et de détruire leur dignité. Ces femmes et ces filles n'ont accès à aucune protection, aide humanitaire ou médicale, et nulle part où aller pour demander de l'aide. Les frappes sur les infrastructures médicales,<sup>16</sup> la restriction de communication<sup>17</sup> et l'entrave délibérée à la distribution d'aide humanitaire par les parties prenantes au conflit<sup>18</sup> rendent l'accès des survivantes aux services de première nécessité encore plus difficile, y compris les services de santé sexuelle et reproductive.<sup>19</sup> Il n'y aurait plus qu'une dizaine d'obstétriciens et de gynécologues présents à Khartoum. De plus, la peur des représailles fait que beaucoup de survivantes n'osent pas témoigner.<sup>20</sup>

Néanmoins, malgré les risques encourus, les organisations locales dirigées par les femmes restent essentielles pour la survie des populations. Elles aident leurs communautés, documentent les atrocités et font en sorte que la situation au Soudan n'échappe pas à la communauté internationale. C'est leur courage qui fait briller une lueur d'espoir face au désespoir.

Mais elles ne pourront pas continuer plus longtemps sans votre aide.

Excellences, ce Conseil ne peut pas rester muet alors que les actes inhumains que je viens de décrire continuent d'avoir lieu en toute impunité. Il est important de souligner que le taux de violence sexuelle que nous observons actuellement au Soudan n'aurait jamais été atteint sans la prolifération d'armes. Comme le Panel des experts vous l'a signalé, les parties prenantes du conflit au Soudan et leurs soutiens externes n'ont cessé d'entraver l'embargo sur les armes du Conseil de sécurité au Darfour.<sup>21</sup> Et comme la Secrétaire général adjointe, Madame DiCarlo, vous l'a indiqué vendredi dernier, ceci est illégal, immoral et doit cesser.<sup>22</sup> Cependant, le Conseil de sécurité n'a jusqu'à présent pas réussi à condamner ces violations de manière explicite<sup>23</sup> ou à adopter les mesures nécessaires afin d'empêcher ceux qui les commettent. A moins que le Conseil de sécurité ne dénonce ceux qui minent les mesures adoptées, vous faites comprendre aux auteurs de ces crimes qu'ils peuvent continuer à enfreindre le droit international sans conséquences. Mettre fin à l'impunité au Soudan pour tous les crimes, actuels comme passés, y compris les crimes contre les femmes, doit être une priorité pour le Conseil de sécurité si nous voulons obtenir une paix durable au Soudan.

J'appelle le Conseil de sécurité à :

- Exhorter toutes les parties prenantes à s'engager à un cessez-le-feu immédiat et sans conditions, à mettre fin aux attaques contre les civiles et les infrastructures civiles et à permettre l'accès total, rapide, sûr et sans entraves à l'aide humanitaire, conformément au droit humanitaire international.
- Exhorter toutes les parties prenantes à mettre fin immédiatement à tous les actes de violence sexuelle et basée sur le genre, et faire en sorte que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes.
- Soutenir la mise en place d'une présence onusienne nouvelle, mieux équipée et plus forte sur le terrain afin d'assurer la protection des civiles et garantir les activités humanitaires à travers le Soudan, et enfin pour documenter les violations du droit international.
- S'assurer que les droits des femmes soient au cœur de toute procédure de responsabilité pénale. Faire de la violation des droits des femmes et de toute forme de violence sexuelle et basée sur le genre un critère explicite de sanctions.
- Maintenir et renforcer l'embargo sur les armes<sup>24</sup> au Darfour et l'appliquer au pays entier et à toutes les parties prenantes au conflit.
- Exiger et soutenir la participation entière, égale, sûre et significative des femmes soudanaises à tous les efforts de désescalade, de consolidation de la paix, d'aide humanitaire, de justice et de responsabilisation, ainsi qu'aux processus politiques visant l'avenir du Soudan.

Excellences,

Il y a 20 ans, lorsque ce Conseil a commencé à lutter contre le génocide, les crimes de guerres et les crimes contre l'humanité au Darfour, vous avez fait ce qui était juste. Vous avez mobilisé l'aide humanitaire, saisi la Cour pénale internationale,<sup>25</sup> mis en place une mission de maintien de la paix pour protéger les plus vulnérables,<sup>26</sup> créé un régime de sanctions pour identifier et punir ceux qui enfreignent le droit international<sup>27</sup> et imposé un embargo sur les armes là où c'était nécessaire.<sup>28</sup> Maintenant, il n'y a plus de mission de l'ONU dans le pays,<sup>29</sup> il n'y a plus de noms ajoutés à la liste des sanctions<sup>30</sup> et votre embargo sur les armes est à la fois restreint<sup>31</sup> et bafoué en toute impunité. Dans le contexte actuel, nous observons peu de solidarité envers le peuple soudanais.

Depuis plus de 23 ans, nous avons entendu vos promesses de faire respecter les droits des femmes et de mettre fin aux violences sexuelles liées aux conflits. Malheureusement, ces promesses ne se sont pas encore concrétisées. Je le répète aujourd'hui : toutes les violations des droits des femmes, quels qu'en soient les auteurs et où qu'elles se produisent, méritent votre condamnation et justifient que des mesures soient prises et que des comptes soient rendus. Que ce soit à Gaza ou en Israël, en République démocratique du Congo, au Myanmar, en Afghanistan ou dans les nombreux autres conflits où les femmes paient le prix de la guerre. L'inaction de la communauté internationale dans mon pays, le Soudan, et dans tous ces autres contextes devrait être une tache sur notre conscience collective. Vous seul avez le pouvoir de changer cela. S'il vous plaît, agissez maintenant. Je vous remercie.

---

<sup>1</sup> OHCHR, "Sudan: UN experts appalled by use of sexual violence as a tool of war," 30 November 2023, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/sudan-un-experts-appalled-use-sexual-violence-tool-war>.

<sup>2</sup> OHCHR, "Sudan: Horrific violations and abuses as fighting spreads – report," 23 February 2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/02/sudan-horrific-violations-and-abuses-fighting-spreads-report>.

<sup>3</sup> See Statement by Ms. Alice Wairimu Nderitu, United Nations Special Adviser on the Prevention of Genocide, on the renewed escalation of violence in Darfur, Sudan, 14 November 2023, [https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/UN\\_Special\\_Adviser\\_statement\\_Sudan\\_14\\_Nov\\_2023.pdf](https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/UN_Special_Adviser_statement_Sudan_14_Nov_2023.pdf); see also Amnesty International, "‘Death came to our home’: War crimes and civilian suffering in Sudan" at 47-50, 3 August 2023, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr54/7037/2023/en/>; Final report of the Panel of Experts on Sudan, S/2024/65 ¶56, 15 January 2024, <https://undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=S%2F2024%2F65&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>.

<sup>4</sup> ACLED, "Sudan Situation Update: April 2024 - One Year of War in Sudan," 14 April 2024, <https://acleddata.com/2024/04/14/sudan-situation-update-april-2024-one-year-of-war-in-sudan/> and Final report of the Panel of Experts on Sudan.

<sup>5</sup> IOM, "Dire Plight of More Than 10 Million Now Displaced by Conflicts in Sudan Must Not be Ignored," 26 January 2024, <https://www.iom.int/news/dire-plight-more-10-million-now-displaced-conflicts-sudan-must-not-be-ignored>.

<sup>6</sup> World Food Programme, "Sudan Emergency," accessed 18 April 2024, <https://www.wfp.org/emergencies/sudan-emergency>; OCHA, "OCHA warns Security Council Sudan will soon be the world's worst hunger crisis," 20 March 2024, <https://www.unocha.org/news/ocha-warns-security-council-sudan-will-soon-be-worlds-worst-hunger-crisis>.

<sup>7</sup> UN News, "11 months into Sudan war, 'world's worst hunger crisis' looms," 6 March 2024, <https://news.un.org/en/story/2024/03/1147287>.

<sup>8</sup> Human Rights Watch, "Civilians at Risk as Large-Scale Fighting Looms in Darfur," 18 April 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/04/18/civilians-risk-large-scale-fighting-looms-darfur>.

<sup>9</sup> OCHA, "Sudan: One Year of Conflict - Key Facts and Figures (15 April 2024)," 14 April 2024, <https://www.unocha.org/publications/report/sudan/sudan-one-year-conflict-key-facts-and-figures-15-april-2024>.

<sup>10</sup> OCHA, "Sudan Humanitarian Needs and Response Plan 2024," at 2, 20 December 2023, <https://reliefweb.int/report/sudan/sudan-humanitarian-needs-and-response-plan-2024-december-2023>.

<sup>11</sup> UN Women, "Sudan Crisis: In-Depth Gender Assessment Report" at vii, February 2024, [https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2024-02/sudan\\_crisis\\_-\\_in\\_depth\\_gender\\_assessment\\_.pdf#page=9](https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2024-02/sudan_crisis_-_in_depth_gender_assessment_.pdf#page=9).

<sup>12</sup> Final report of the Panel of Experts on Sudan, S/2024/65 ¶65-68, 15 January 2024.

<sup>13</sup> Human Rights Watch, "Darfur: Rapid Support Forces, Allied Militias Rape Dozens," 17 August 2023, <https://www.hrw.org/news/2023/08/17/darfur-rapid-support-forces-allied-militias-rape-dozens>.

<sup>14</sup> CNN, "‘We will not leave any black skin here’: Refugee describes alleged ethnic cleansing in El Geneina," 16 November 2023, <https://www.cnn.com/videos/world/2023/11/16/nima-elbagir-pkg-sudan-refugees-lead-vpx.cnn>.

<sup>15</sup> Names have been changed to protect identities.

<sup>16</sup> WHO, Surveillance System for Attacks on Healthcare - Sudan, <https://extranet.who.int/ssa/LeftMenu/PublicReportList.aspx?start=2023-04-15&end=2024-04-18&countryList=205&typeList=0;>

---

Sudan Human Rights Hub, “Sudan Attacks on Healthcare Since April 15, 2023,” 28 March 2024, <https://sudanhrh.org/en/articles/sudan-attacks-since-2023-1>.

<sup>17</sup> Amnesty International, “Sudan: Internet shutdown threatens delivery of humanitarian and emergency services,” 8 March 2024, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/03/sudan-internet-shutdown-threatens-delivery-of-humanitarian-and-emergency-services/>.

<sup>18</sup> Human Rights Watch, “Sudan: Urgent Action Needed on Hunger Crisis,” 15 March 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/03/15/sudan-urgent-action-needed-hunger-crisis>.

<sup>19</sup> UNFPA, “One Year of War in Sudan - April 12, 2024,” April 2024, <https://www.unfpa.org/resources/one-year-war-sudan-april-12-2024>.

<sup>20</sup> Amnesty International, “‘Death came to our home’: War crimes and civilian suffering in Sudan” at 28, 3 August 2023, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr54/7037/2023/en/>.

<sup>21</sup> Final report of the Panel of Experts on Sudan, S/2024/65, 15 January 2024.

<sup>22</sup> UN Department of Political and Peacebuilding Affairs, “One year after the outbreak of conflict, Sudan's warring parties continue to ignore calls to cease hostilities, tells USG DiCarlo,” 19 April 2024, <https://dppa.un.org/en/mtg-sc-9611-usg-dicarlo-sudan-19-apr-2024>.

<sup>23</sup> Human Rights Watch, “UN Security Council Should Act Against Abusers in Sudan,” 6 February 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/02/06/un-security-council-should-act-against-abusers-sudan>; Security Council Meeting Record, S/PV.9581, 19 March 2024, <https://press.un.org/en/2024/sc15632.doc.htm>.

<sup>24</sup> Security Council Committee established pursuant to resolution 1591 (2005) concerning the Sudan, <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1591>.

<sup>25</sup> UN Security Council Resolution 1593 (2005).

<sup>26</sup> UN Security Council Resolution 1769 (2007).

<sup>27</sup> UN Security Council Resolution 1591 (2005).

<sup>28</sup> UN Security Council Resolution 1556 (2004).

<sup>29</sup> UN Security Council Resolution 2715 (2023).

<sup>30</sup> UN Security Council Resolution 2676 (2023); Sanctions List Materials, 1591 Sanctions List, <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1591/materials>.

<sup>31</sup> Amnesty International, “Demand an arms embargo in Sudan,” accessed 18 April 2024, <https://www.amnesty.org/en/petition/demand-an-arms-embargo-in-sudan/>.